



Les pratiques racistes et violentes de la police israélienne sont au cœur de l'apartheid

Un rapport d'Amnesty International montre comment la police israélienne protège le suprémacisme juif contre toute contestation de la part de la minorité palestinienne du pays

Par [Jonathan Cook](#)

Mondialisation.ca, 03 août 2021

[Middle East Eye](#) 1 juillet 2021

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

La police a procédé à des [arrestations massives](#) contre l'importante minorité de citoyens palestiniens d'Israël après les manifestations qui ont secoué le pays en mai, dans le contexte de [l'attaque israélienne de onze jours contre Gaza](#). Des agents ont battu des manifestants et les ont dans certains cas torturés au cours de leur détention, a-t-on rapporté. La police n'a pas non plus protégé la minorité palestinienne contre les [attaques planifiées des extrémistes juifs d'extrême droite](#) agissant tels des justiciers.

Tel est le verdict accablant [d'un rapport](#) d'Amnesty International publié fin juin. Selon ses conclusions, la police israélienne considère la minorité palestinienne du pays, qui représente un cinquième de la population, comme un ennemi plutôt que comme un groupe de citoyens jouissant du droit de manifester.

Le rapport fait écho à ce que les dirigeants palestiniens en Israël et les groupes locaux de défense des droits de l'homme affirment depuis longtemps : les pratiques de la police à l'égard de la communauté palestinienne en Israël sont par défaut racistes et violentes. Elles reflètent les mêmes valeurs de suprémacisme juif que le traitement brutal infligé par l'armée israélienne aux Palestiniens vivant [sous occupation](#).

Cette image d'une police qui ferme les yeux sur des violences juives planifiées fait écho à des scènes observées au moment des manifestations

Le contraste entre la façon dont la police a réagi aux protestations des citoyens palestiniens et aux déclarations de soutien de leurs dirigeants d'une part, et d'autre part à l'incitation à la violence commise par les dirigeants juifs israéliens ainsi qu'aux réactions violentes de l'extrême droite juive, est en effet frappant.

Plus de 2 150 arrestations ont eu lieu à la suite des violences intercommunautaires du mois de mai. Mais selon les rapports cités par Amnesty, [plus de 90 %](#) des personnes arrêtées étaient des Palestiniens – des citoyens d'Israël ou des habitants de Jérusalem-Est occupée.

La plupart d'entre eux sont mis en cause [pour des faits](#) sans relation avec des attaques contre des personnes ou des biens, malgré la manière dont leurs manifestations ont été

présentées dans une large mesure par la police et les médias israéliens. Les manifestants palestiniens ont plutôt été inculpés pour [des infractions](#) telles qu'« outrage ou violence contre des policiers » ou « participation à un rassemblement illégal », des faits liés à la répression policière à laquelle la minorité palestinienne est confrontée.

Une « salle de torture »

Amnesty cite des exemples répétés d'agressions policières non provoquées contre des manifestants pacifiques dans des villes telles que Nazareth et Haïfa. Cette situation contraste avec l'indulgence dont la police continue de faire preuve à l'égard des provocations de l'extrême droite juive, comme la [marche](#) organisée le 15 juin dans les quartiers palestiniens de Jérusalem-Est occupée, au cours de laquelle les participants ont [scandé](#) « Mort aux Arabes ! » et « Que votre village brûle ! ».

Amnesty a également recueilli des témoignages selon lesquels des policiers israéliens ont battu des détenus ligotés au poste de police de Nazareth, après avoir aménagé ce que le groupe local de défense des droits juridiques Adalah a [décrit](#) comme une « salle de torture » improvisée.



Les Palestiniens d'Israël seuls face aux violences des groupes d'extrême droite soutenues par l'État

[Lire](#)

Un manifestant à Haïfa semble également avoir été attaché à une chaise et [privé de sommeil](#) pendant neuf jours, des techniques de torture bien connues des Palestiniens dans les territoires occupés.

En revanche, la police israélienne a été alertée en temps réel au sujet de [messages publiés](#) dans des groupes juifs d'extrême droite faisant état de plans précis visant à ravager des commerces « arabes » [et à agresser](#) des citoyens palestiniens dans la rue. Pourtant, la police a ignoré ces avertissements ou a été lente à réagir. En outre, une enquête menée par [Haaretz](#) laisse entendre que la police s'est ensuite gardée d'utiliser les images filmées pour identifier ces groupes de justiciers juifs et qu'elle a donc procédé à peu d'arrestations.

Cette image d'une police qui ferme les yeux sur des violences juives planifiées fait écho à des scènes observées au moment des manifestations. Sur certaines images, [on peut voir](#) des policiers laisser des voyous juifs armés - dont beaucoup ont été transportés en bus

depuis des colonies – déambuler librement dans des quartiers palestiniens malgré un couvre-feu dans la ville de Lod. On a même vu des policiers et des juifs d'extrême droite [mener](#) ce qui ressemblait à des « opérations » conjointes, lors desquelles la police lançait des grenades paralysantes tandis que les extrémistes juifs jetaient des pierres.

Les responsables politiques juifs qui se sont livrés à [des incitations à la violence](#) contre la minorité palestinienne – de l'ancien président d'Israël Reuven Rivlin [au maire](#) de Lod Yair Revivo, en passant par [le législateur](#) d'extrême droite Itamar Ben-Gvir –, n'ont pas été inquiétés.

Accusés d'« actes terroristes »

À la place, la police a organisé ce qui s'est apparenté à un raid provocateur et totalement inutile des forces spéciales au domicile d'un dirigeant communautaire palestinien, Kamal al-Khatib, dans le but de l'arrêter. Le dirigeant adjoint de la branche nord du Mouvement islamique a été accusé de soutenir le terrorisme après avoir exprimé sa fierté devant la « [solidarité](#) » de la minorité avec la population de Gaza et de Jérusalem-Est occupée.

À la fin du mois de juin, apparemment trop tard pour que cela soit mentionné dans le rapport d'Amnesty, les pratiques racistes de la police israélienne ont pris une nouvelle voie.

Une poignée de citoyens palestiniens soupçonnés d'avoir attaqué des juifs ont été inculpés pour des « actes de terrorisme », dans certains cas sans aucune preuve physique ou ADN les reliant à ces crimes. Dans plusieurs cas, les accusés ont été [inculpés](#) sur la base d'aveux formulés à l'issue d'un interrogatoire prolongé effectué par le Shin Bet, un service secret israélien.



Des activistes manifestent contre l'occupation israélienne près de Sheikh Jarrah, le 11 juin 2021 (AFP)

Le système judiciaire israélien traite les violences intercommunautaires comme des actes terroristes lorsque cela implique des citoyens palestiniens et comme des questions

ordinaires de maintien de l'ordre - si tant est que les affaires soient traitées - lorsque cela implique des juifs israéliens.

Cette distinction est soulignée par la décision de placer des citoyens palestiniens d'Israël en détention administrative, un procédé qui permet de les emprisonner sans inculpation et d'empêcher les avocats de consulter les prétendues preuves censées accabler leurs clients. Cette mesure draconienne - dont une nouvelle application a été [approuvée](#) fin juin par le ministre de la Défense Benny Gantz - est habituellement réservée aux Palestiniens vivant sous l'occupation et non aux citoyens israéliens.

« Régler les comptes »

Dans son rapport, Amnesty a relevé des déclarations publiques de commandants de la police israélienne indiquant que la stratégie actuelle de répression sévère [avait réellement pour but](#) de « régler les comptes ». Et c'est en partie vrai.

Il y a près de vingt ans, une enquête publique menée par une commission judiciaire a [conclu](#) que la police israélienne traitait les citoyens palestiniens comme « l'ennemi ». Rien n'a changé depuis. La police estime que sa mission principale est de protéger les privilèges de la majorité juive en écrasant et en soumettant la minorité palestinienne en tant que communauté subordonnée au sein d'un [État juif autoproclamé](#).

Il y a près de vingt ans, une enquête publique menée par une commission judiciaire a conclu que la police israélienne traitait les citoyens palestiniens comme « l'ennemi ». Rien n'a changé depuis

La flambée des protestations survenue en mai, qui a pris la police au dépourvu, a été un signe implicite de son échec dans ce rôle. La police a [interprété](#) les manifestations comme une humiliation publique à la suite de laquelle sa force de « dissuasion » devait être rétablie de toute urgence.

Les responsables politiques israéliens - notamment le ministre de la Sécurité intérieure de l'époque Amir Ohana - et l'extrême droite juive ont observé les manifestations sous un angle similaire. Ils [soutenaient](#) alors que [la police](#) était [freinée](#) par des subtilités juridiques et qu'il appartenait aux citoyens juifs [de prêter main forte](#) à la police en rendant justice eux-mêmes.

Pourtant, le « règlement de comptes » avec la minorité palestinienne porte sur une question distincte. Les observateurs extérieurs tels qu'Amnesty ont tendance à ne remarquer les pratiques policières racistes d'Israël qu'en cas de recours direct à la violence contre des citoyens palestiniens. Mais la discrimination que subit la minorité palestinienne de la part de la police est bien plus vaste.

Depuis des années, la minorité descend massivement dans les rues pour protester non seulement contre la répression violente de la dissidence par la police, mais aussi contre [la quasi-absence de maintien de l'ordre au sein de la communauté palestinienne en Israël](#) dans le cadre de la lutte contre la criminalité.



Israël : la police accusée de fermer les yeux sur la vague de criminalité qui touche la communauté palestinienne

[Lire](#)

La répression sévère de ces dernières semaines contraste fortement avec l'inaction de la police alors qu'une vague de criminalité balaie les communautés palestiniennes et que chaque année constitue [un nouveau record](#) de morts violentes. Des gangs criminels palestiniens et juifs profitent du vide policier dans les villes et villages palestiniens, conscients de leur liberté d'opérer tant que la violence reste « entre Arabes ».

Même pendant les mesures de confinement liées au [COVID-19](#), les chefs communautaires palestiniens ont maintenu la pression avec des opérations escargot de plusieurs dizaines de voitures sur les axes les plus fréquentés d'Israël dans le but [d'attirer l'attention](#) sur les priorités racistes d'Israël en matière de maintien de l'ordre.

Ces événements ont été à l'origine d'une autre forme d'humiliation pour la police. Chose inhabituelle, les commandants ont été contraints de se replier et essuyé des critiques et des condamnations incessantes pour leur incapacité à lutter contre la criminalité dans les communautés palestiniennes. Ce problème est même devenu l'un des principaux thèmes abordés par les partis palestiniens lors de la récente salve d'[élections en Israël](#).

Désormais, la police tient sa vengeance. « Vous voulez plus de police ? On va vous en donner. Vous nous en direz des nouvelles ! » : tel semble être le nouveau message envoyé au cours des arrestations de masse.

Un suprémacisme juif

La réalité est que ces deux approches policières à l'égard des citoyens palestiniens – les pratiques violentes contre la dissidence et l'absence de maintien de l'ordre contre la criminalité – prennent racine dans une seule et même idéologie horrible, à savoir le suprémacisme juif.

Ce même suprémacisme a été mis en évidence [dans un rapport](#) publié en début d'année par le groupe israélien de défense des droits de l'homme B'Tselem. Ce rapport a établi un précédent dans la communauté des droits de l'homme en identifiant explicitement Israël comme un État d'apartheid qui traite les Palestiniens comme des êtres inférieurs, que ce soit dans les territoires occupés ou en Israël, et les juifs comme des êtres supérieurs, que ce

soit en Israël ou dans les colonies illégales.

Le nouveau rapport d'Amnesty est le dernier instantané en date d'une société où tout suit cette logique d'apartheid, y compris le maintien de l'ordre. Cela ne devrait surprendre personne, dans la mesure où l'apartheid est par définition systématique.



Des colons israéliens défilent dans un nouvel avant-poste (colonie illégale selon le droit israélien) en Cisjordanie occupée, le 21 juin 2021 (AFP)

La plupart des juifs israéliens, qu'ils s'identifient à gauche ou à droite, ont montré peu d'intérêt pour la vague de crimes meurtriers qui s'abat depuis plusieurs années sur les communautés palestiniennes proches de chez eux, malgré les campagnes de protestation régulières de la minorité palestinienne.

Et maintenant, par leur silence, la plupart des juifs israéliens ordinaires et leurs responsables politiques démontrent qu'ils soutiennent la répression actuelle de la minorité palestinienne par la police, ou qu'ils y sont tout au moins indifférents. Les causes profondes des manifestations de mai et la réaction violente de l'extrême droite semblent avoir suscité peu d'introspection.

Le public juif israélien ne semble pas non plus préoccupé par le fait que des voyous juifs d'extrême droite scandent « [Mort aux Arabes](#) ! » dans leurs rues, que des vidéos montrent des policiers en train de coopérer avec ces voyous ou que la police procède à des arrestations massives de citoyens palestiniens depuis plusieurs semaines sans rechercher les juifs qui ont été filmés en train d'attaquer des Palestiniens.

Une occupation belliqueuse

La vérité, c'est que la police israélienne n'est pas inquiétée malgré ses pratiques racistes et violentes parce que la société juive israélienne dans son ensemble les approuve. Les policiers se voient comme les défenseurs [d'un suprémacisme juif](#) que de nombreux citoyens

juifs ordinaires considèrent comme leur droit de naissance.

La minorité palestinienne espérait avoir ouvert une timide conversation avec les juifs israéliens, à la fois sur les responsabilités de la police dans un État qui se veut démocratique et sur le droit des 1,8 million de citoyens palestiniens d'Israël à la sécurité individuelle.

La vérité, c'est que la police israélienne n'est pas inquiétée malgré ses pratiques racistes et violentes parce que la société juive israélienne dans son ensemble les approuve. Les policiers se voient comme les défenseurs d'un suprémacisme juif que de nombreux citoyens juifs ordinaires considèrent comme leur droit de naissance

La Liste arabe unie de Mansour Abbas, qui est devenue le mois dernier [le premier parti](#) représentant les citoyens palestiniens à intégrer une coalition gouvernementale israélienne, celle qui [a évincé du pouvoir l'ancien Premier ministre Benyamin Netanyahu](#), a fait grand bruit. Comme les autres partis palestiniens, Mansour Abbas a placé [en tête de son programme](#) les changements à apporter à la culture policière raciste en Israël.

Mais les signes de progrès n'ont été que trop rapidement étouffés par la réaffirmation de la suprématie juive par la police et ses alliés juifs d'extrême droite, ainsi que par la complicité silencieuse de la société juive israélienne au sens large.

Israël avait l'occasion de s'attaquer à ses politiques policières racistes, mais cela aurait nécessité un travail difficile consistant à examiner les structures d'apartheid beaucoup plus larges qui les sous-tendent. Au lieu de cela, la plupart des juifs israéliens sont heureux de réaffirmer le statu quo : opprimer tous les Palestiniens vivant sous la domination juive, qu'ils soient les cibles d'une occupation belliqueuse ou des citoyens de troisième classe d'un État juif.

Jonathan Cook

Article original en anglais :



[Israel: Racist, Violent Policing Is at the Heart of Apartheid](#)

[Middle East Eye](#) 1er juillet 2021

Traduit de l'anglais par [VECTranslation](#).

[Jonathan Cook](#) est un journaliste anglais basé à Nazareth depuis 2001. Il a écrit trois ouvrages sur le conflit israélo-palestinien et remporté le prix spécial de journalisme Martha Gellhorn. Vous pouvez consulter son site web et son blog à l'adresse suivante : www.jonathan-cook.net.

Articles Par : [Jonathan Cook](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca